

MISSION CIVILE SUISSE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN MARS-AVRIL 2002 TEMOIGNAGES

Pâques en Palestine notes de voyage

Du 27 mars au 6 avril j'ai participé à une mission civile de protection du peuple palestinien partie de Suisse. Nous étions alors environ 600 civils internationaux en Palestine, dont 28 suisses. Le but de ces missions est tant d'exprimer sa solidarité avec une population en danger (par exemple en convoyant des médicaments ou du matériel scolaire) et avec les militants israéliens pour une paix juste et durable, que de casser l'isolement des Palestinien(ne)s. Par notre présence, nous dissuadons les agressions de l'armée et des colons. Les missions civiles exercent une responsabilité de citoyen(ne)s du monde pour pallier les carences des Etats du monde qui renoncent à veiller au respect du droit humanitaire et des droits de l'homme. Elles tentent de faciliter la circulation des Palestinien(ne)s, souvent contraint(e)s d'attendre jusqu'à cinq jours pour passer un check point. Comment oublier le spectacle de cette femme, en larmes sous une pluie cinglante, les pieds enfoncés dans la boue, deux enfants accrochés à sa jupe détrempée comme à une dérisoire protection. Ils étaient, au check point de Kalandia, tous trois tenus en joue par un soldat hautain et sans regard, professionnellement sourd à toute supplique. Plus loin c'était une ambulance embourbée gyrophares en détresse qui, impuissante, s'enfonçait lentement dans l'eau sale du check point, chargée de son fardeau de douleurs déhumanisées. Manifestement ces barrages sont aussi imperméablement physiques que désespérément psychiques tant ils procèdent du mépris institutionnalisé. On s'écœure à coudoyer une soldatesque éduquée à ne pas de voir en l'autre un semblable. De ce déploiement quotidien de brutalité ordinaire ne transpire que racisme. C'est au demeurant ce même racisme qui, le 28 mars, accueillit les fidèles à la sortie de la Mosquée Al Aqsa après la prière du vendredi : grenades lacrymogènes lancées dans la foule et coups de matraques distribués à la ronde tant sur les personnes âgées et fragiles, que leurs fils à terre ne pouvaient plus soutenir, que sur trois témoins inattendus porteurs de passeports suisses ...

Du 27 au 30 mars nous avons participé à plusieurs manifestations organisées à Jérusalem et à Tel Aviv par des mouvements pacifistes israéliens, des refuzniks et des mouvements de droits de l'homme, dont il faut souligner le courage.

Malheureusement le déclenchement de la guerre de réoccupation de la Cisjordanie le 29 mars, a modifié le programme initial de la mission, qui s'est retrouvée pour partie bloquée du 31 mars au 5 avril dans le camps de réfugié(e)s de Deheishe en bordure de Bethléem. Nous avons dû être évacué(e)s sous protection consulaire, par voitures blindées, essayant néanmoins des tirs à balles réelles au moment d'embarquer.

Au camps

Le 31 mars, l'accès à Bethléem n'était plus possible par la route obturée de blindés. La région venait d'être déclarée zone militaire fermée. C'est donc à pied que nous sommes parvenus en zone A pour nous rendre au camps de Deheishe où vivent 11'000 personnes sur 1 km². Les murs et barbelés, qui lui donnaient allure de camps de concentration sont tombés en 1993 mais l'enfermement subsiste. Ainsi pour effectuer les 20 minutes de trajet qui le séparent de son lieu de travail à Hébron, ce père de famille doit-il être sur les routes 6 heures durant. Au milieu du camps, nous avons pu voir les restes d'une maison dynamitée 15 jours auparavant par des soldats qui y enfermèrent consciencieusement femme et enfants avant de la faire sauter, en représailles contre un attentat suicide. A quelques pas de là toute une famille campait dans le froid près des ruines de sa maison détruite par un bulldozer qui éventra dans la foulée toutes les habitations avoisinantes. Le même jour, nous avons participé à l'enterrement d'un jeune homme assassiné dans sa voiture par l'armée israélienne lors d'une attaque du camps 10 jours auparavant. Rien là d'exceptionnel, car chaque résident du camps a perdu un frère, une cousine, un parent, un enfant, tué(e) par l'occupant.

Dès le 1^{er} avril, toute interposition physique a été rendue impossible aux alentours de Bethléem, les blindés de l'armée n'ayant pas hésité à nous tirer dessus sans sommation à l'occasion d'une marche pacifique en direction de Beit Jala, faisant 7 blessés parmi les civils internationaux. Les ambulances étaient prises pour cibles par les blindés à l'instar d'ailleurs du dispensaire de l'ONU qui, se trouvant en bordure du camps et le long de la route, s'est fait impitoyablement canarder à chaque passage de char, quatre ou cinq fois par jour. Témoins directs de ces violations du droit de la guerre, nous avons tenté de négocier l'ouverture d'un couloir sécurisé sur le tracé des voitures consulaires venues nous chercher. Cet acte de simple respect du droit humanitaire a été impossible à obtenir des autorités israéliennes et il nous a fallu quitter les lieux sachant que nous laissons des blessés à l'agonie, des morts à la pourriture et des vivants à la merci d'une armée sans scrupules.

Tous les habitants du camp, qui s'attendaient à être massacrés après notre départ nous diront pourtant que leur unique souhait est de vivre en paix avec les juifs sur cette terre. Chez eux on sent la révolte mais pas le racisme, la lutte et la rancœur, mais pas la haine. Malgré la menace explicite qui leur pesait dessus, jamais les habitants du camps n'ont envisagé de quitter les lieux, comme si la douloureuse leçon infligée en 1948 n'avait que trop porté ses fruits de mémoire.

Colonisation et occupation

Ces vocables n'étaient pour moi d'aucune réalité avant que j'entre dans l'ombre amère de leurs détails.

Humiliations au jour le jour

A Jérusalem Est les colons s'installent au dessus des habitations palestiniennes. De là ils narguent leurs voisins en déployant une immense étoile de David sur le balcon. Dans toute la conscience arrogante de leur supériorité, ils jettent alors sur leurs voisins arabes du dessous toutes les déjections, ordures et objets contondants qu'ils peuvent, comme pour marquer d'un trait dédaigneux la différence qu'ils instaurent entre la maison des maîtres humains et la porcherie des bêtes humaines. On voit ainsi des rues au ciel grillagé dont les treillis retiennent les plus invraisemblables morceaux de méchanceté : ordures ménagères et pièces de métal tranchant aussi lourdes qu'on en peut soulever pour frapper. Faut-il préciser que la puissance occupante n'a pas cru nécessaire de disposer des poubelles dans les rues de Jérusalem occupée ?

Victimes d'une prédation organisée, les Palestiniens musulmans ne peuvent plus accéder à leur lieu de prière que moyennant acte d'allégeance aux soldats juifs gardant la Grande Mosquée. J'ai eu l'occasion de subir personnellement leur durs sarcasmes, leur froide vindicte et leurs exigences d'aplatissement volontaire. A l'inverse de ce que subissent les musulmans pour se rendre à la mosquée, les rues de Jérusalem Est servant au passage de fidèles juifs vers leurs lieux de culte sont ouvertes à leur libre circulation. Elles sont surveillées par des caméras directement reliées au poste de police. Une protection inconditionnelle dont les fidèles ne manquent pas de faire grossièrement usage pour bousculer quiconque leur déplaît et ne peut que courber l'échine.

Qui va là ?

L'occupation permet des vérifications d'identité intempestives. On voit parfois une personne bras et jambes écartés contre un mur, encerclée de quatre ou cinq soldats qui la tâtent sans ménagement sous la surveillance étroite de l'incontournable fusil mitrailleur. Quiconque est soupçonné de sympathie pour l'occupé, ce qui dans la mentalité affolée des israéliens semble équivaloir à leur propre condamnation, peut légitimement être intimidé. Ainsi avons-nous subi un soir, au cours d'une réunion privée à l'hôtel, l'arrivée impromptue de deux soldats armés de fusils mitrailleurs qui, sous menace de nous emmener au poste pour une période indéterminable, nous ont contraints à passer devant eux un à un pour noter tous nos noms et numéros de passeport. Ce désir de contrôle total ne laisse vie ni à la parole (dont la puissance discursive est bafouée) ni à la présence (puisque le moindre rassemblement, ne serait-ce que pour prier peut donner lieu à une sauvage répression). La brutalité du régime clos tout espace public de contestation ou de négociation. Les rencontres entre Juifs et Palestiniens des territoires autonomes sont illégales. Ainsi l'Alternative Information Center, qui comprend des membres des deux camps, doit-il se réunir en des lieux séparés et communiquer à distance. Ainsi les femmes en noir israéliennes se rencontrent-elles à Jérusalem Ouest tous les vendredis devant la maison de Sharon, tandis que leurs consœurs palestiniennes manifestent au check point. Dans cet isolement ségréatif aux allures de châtiment racial, au nom de quelle civilité exiger de la souffrance qu'elle n'éclate pas inégalement aux seuls points de vulnérabilité.

Colonies illégales

Les colonies s'apparentent à des forteresses médiévales. En Cisjordanie occupée, elles sont perchées sur des collines desquelles on a préalablement rasé toutes les habitations palestiniennes. Elles se détachent dans le ciel, inexpugnables, lourdes, hérissées de murs d'enceinte infranchissables et possédant la terre au sens le plus physique et primitif du terme. Architecture guerrière et menaçante de suzerain menacé, elles n'évoquent nulle idée d'intégration au paysage, de contact possible avec ce qu'elles sont là pour redouter et détruire. La terre y est brutalisée comme un bien dont on peut user et abuser. Ainsi n'hésite-t-on pas à arracher les oliviers et attaquer la glèbe au défoliant comme si on n'avait de souci et de respect que pour ce qu'on détient par la force et non pour ce qu'on prétend être dû de droit divin. L'ostensible emprise nationaliste sur le sol ne m'a paru avoir d'égale que la sensation de fragilité, d'incertitude psychologique qu'elle dégage malgré elle.

Tous armés

L'occupation s'exprime aussi par ces civils armés, bons pères de famille, qui déambulent nonchalamment dans les rues de Jérusalem, kippa sur la tête, tenant un enfant par la main gauche, la droite crispée sur la gâchette d'une kalachnikov en bandoulière. On les voit souvent jeter des regards haineux et on sait qu'ils tirent, embusqués dans leur citadelle, protégés par leurs lois, sur celles et ceux qu'ils ne sont capables de considérer que comme un obstacle à leurs désirs de puissance partagée.

L'ivraie du bon grain

La colonisation dans toute sa cruauté, c'est avant tout l'apartheid étatique qui instaure et entretient une ségrégation léonine entre les populations : l'une libre, dominante et menacée, l'autre toute grondante de misère explosive. Les routes d'accès aux villages palestiniens sont barrées par des monticules de terre ou de ferrailles que les habitants sont contraints de franchir à pied pour trouver, dans le meilleur des cas un autre moyen de transport au delà de la ligne de partage, au delà de la route juive pavoisée aux couleurs de David sur laquelle circulent des voitures intactes, qui respirent l'innocence inquiète.

Innocence ou démençe ?

Je n'ai certes rien vu d'autre que ce qu'on sait ici. Mais à côtoyer la réalité hideuse et tentaculaire de l'occupation, je reviens de Palestine moins innocente que j'y étais allée. Je ne croyais qu'à l'analyse politique qui accuse les autorités et exempte les populations d'intentions malignes. J'ai vu la morgue armée du colon et le violent dédain de tout israélien investi de pouvoir. Je savais les attentats suicides, commandés par le désespoir, mais n'avais pas vu dans quel terreau de féroce coercition se forge ce désespoir. Je savais le cruel sentiment d'insécurité des israéliens, je ne connaissais rien à leur arrogance raciste. Je savais qu'Israël était une démocratie, j'ai vu comment elle opprime ses citoyens moins égaux. L'occupation, l'oppression et l'apartheid n'étaient pour moi que des mots historiques de terrible résonance morale mais sans consistance vivante. J'ai plongé dans la douleur qui leur fait sinistre cortège. La confrontation avec la relégation vexatoire ou sont tenus les Palestiniens rend d'autant plus insupportable la lecture de nos quotidiens qui prolongent la discrimination raciste en relatant comment les israéliens sont « assassinés » et les palestiniens « abattus ». Cette amère bêtise devient insoutenable à qui a vu hommes et femmes traité(e)s comme du bétail...

La répression étatique nourrie d'animosité populaire semble viser à l'éradication immédiate du problème plus qu'à sa solution. Ainsi avons-nous, civils internationaux, été attaqués sans sommation par la police montée et matraqués pour avoir manifesté pacifiquement devant la maison d'Orient à Jérusalem le 28 mars. Ainsi une manifestation au cours de laquelle 3'000 personnes, israéliens et internationaux réunis, tentaient de faire passer un camion de vivres et de médicaments le 4 avril vers Ramallah a-t-elle été dispersée par des bombes assourdissantes, des gaz lacrymogènes et des coups de matraques. Le réflexe d'écrasement impitoyable et immédiat de toute initiative de solidarité pacifique ou de simple respect de l'autre dans ses besoins humains élémentaires trouve des serviteurs zélés en chaque personne investie du pouvoir d'arbitraire.

Alors quand j'ai rencontré, à Deheishe, la mère cette jeune fiancée de 17 ans qui s'était fait sauter dans un supermarché de Jérusalem Ouest le 28 mars, je n'ai plus su sur qui ou sur quoi je pleurais mais je sens qu'une question m'est posée à laquelle toutes les vertus offusquées de l'occident n'ont pas encore répondu.

Shirin Hatatm

Témoignage 2

Avant de commencer mon témoignage Je tiens à soulever certains aspects qui me semblent importants. Je ne suis d'aucune confession et je ne défends aucune politique de parti. Aujourd'hui pour défendre des droits élémentaires du genre humain nous devons insister sur la laïcité et l'impartialité de cette démarche. J'avoue comprendre et partager la difficulté d'une large part de l'humanité, quelle que soit sa confession ou sa race, à demeurer sage et sereinement impartiale, soucieux de trouver la plus objective des positions face au conflit Israélo-Palestinien. Je pense qu'une telle démarche relève d'une mise à l'épreuve constante de notre conscience humaine précieuse distinction de notre genre. Cette épreuve est un défi de longue haleine. Seulement l'urgence de la situation actuelle exige une prise de position active rapide et déterminée contre des infractions inadmissibles des droits humains. Il s'agit de millions d'êtres vivants entrain de se noyer dans une escalade de violence qui dépasse plus que largement le seuil de tolérance. Le sentiment d'insécurité ou de terreur dans le quel peuvent vivre les citoyens israéliens est aussi bien l'alibi comme le produit d'une politique faisant fi de toute éthique humanitaire et même militaire ! On ne peut pas se prétendre défenseur de paix en s'entérinant ou en se barricadant derrière une logique de guerre désespérément criante de disproportionnalité. Il n'est plus possible de tergiverser. La magnanimité aujourd'hui prend pour moi un visage d'une insolence cynique aux regards des événements. De ce fait je demande aux citoyens du monde de prendre activement leur responsabilité face à leur propre conscience.

La bande de Gaza est une prison de 360 km², entièrement gardée par l'armée israélienne. En 4 jours, j'ai vu un paysage en ruine, des milliers de bâtiments et de maisons vides ou creuse, sans fenêtres ni porte ; vraisemblablement le résultat des ondes de choc des missiles des avions F-16 de la quatrième puissance militaire mondiale sur des cibles telles que : La télévision palestinienne, subventionnée à 90 % par la solidarité suisse, ou le siège à Gaza de l'autorité palestinienne, autorité, reconnue au niveau international, ou encore le quartier général de la police de Gaza.

J'ai vu des centaines de façades piquetées par des impacts de balles et parsemés de portraits des martyrs de guerre, le plus souvent ce sont des visages d'enfants. Sur la plus part des murs sont inscrits des listes de noms de morts palestiniens. Les rares carrefours encore épargnés par cette pseudo lutte antiterroriste, sont souvent déserts. Des structures publiques comme une école, en l'occurrence, celle que j'ai vue, était accolée au millefeuilles des ruines du quartier général de la police de Gaza. Cette école à été, comme d'autres, réquisitionnée pour des interrogatoires. La seule université de la bande de gaza et sa bibliothèque fermée soit pour des raisons de sécurité soit par manque d'effectif en élèves ou en professeurs. Il faut comprendre que la présence de ces derniers est tributaire de l'ouverture des célèbres check point : Des barrages de pierre et de fils barbelés sous haute surveillance militaire qui régulent une circulation en apartheid entre les Palestiniens et les habitants des trois colonies israéliennes illégales qui subdivisent le territoire de la bande de Gaza en trois parties. Je rappelle que selon l'article 49 de la 4^{ème} convention de Genève dont tout le monde sait que l'état d'Israël en est signataire, l'occupant n'a pas le droit de déporter ou de transférer sa propre population sur les territoires occupés.

Imaginez-vous deux tanks déboulant aux environs de 40 km heure arguant un tir d'avertissement suivis d'une jeep rassemblant au total une douzaine de militaires minutieusement armés, un chien rachitique et bavard, une caméra ainsi qu'un photographe tout ce beau monde venu poliment dissuader une vingtaine de civils pacifistes munis de pancartes largement visibles s'avançant lentement. Étant pour la plupart d'entre nous de race blanche nous avons bénéficié d'un traitement de faveur lors des check point nous permettant une négociation verbale avec ces jeunes pseudo douaniers visiblement désarçonnés par notre présence. Les civils palestiniens, les ambulances de la croix rouge comme les camions chargés de vivres périssables doivent se résigner à attendre en retrait, face à un feu rouge qui n'en finit pas d'être rouge. L'attente oscille selon une variable aléatoire passant d'une demi-heure à 5 jours comme nous avons pu le constater de visu. Cela se déroule sous n'importe quel climat.

42% des 360 km² des territoires occupés de la bande de Gaza sont sous le contrôle militaire israélien en protection des 6000 colons représentant le 5 % de la population de la bande de Gaza. Tandis que **un million deux cent mille palestiniens occupent le 58 % restant du territoire.** Ainsi chaque colon possède 699 fois plus de terre qu'un palestinien sur les territoires occupés. Ce qui implique pour les camps de réfugiés une densité urbaine pouvant atteindre les 60 mille habitants /km carré. C'est le cas de la ville de Jabaila où les enfants surgissaient par centaine nous acculant de leur regard anxieux dans un tintamarre assourdissant. Ils se poussaient pour être filmés ou photographiés comme si cela leur donnait un droit à l'existence. Quelqu'un, en dehors du CICR, s'intéressait à eux, à l'évidence, un grand événement. Nous connaissons tous, l'image des enfants pieds nus des pays du tiers monde. Malgré leur solide semelle calleuse, les enfants de Gaza, marchent et courent sur des décombres clairsemés de débris de verre sans parler de la rouille.

J'ai vu des champs agricoles rasés de leur culture portant encore les traces des chars spécialement construits à cet effet. Des dattiers, des oliviers, des pins, des forêts, déracinés par l'armée israélienne pour assurer un cordon sécuritaire de 10 km de large autour des colonies illégales.

Malgré l'hallucinante densité on voit peu de circulation et les vastes terrains vagues sont le produit des entraves des autorités israéliennes pour l'obtention de permis de construire pour les Palestiniens dans leur territoire. Les gens s'entassent dans leurs maisons, tant et si bien qu'ils sont obligés d'établir un tournus pour dormir. A cela vient s'ajouter qu'ils ne peuvent habiter au-delà du deuxième étage sous peine de recevoir les tirs aléatoires des snipers israéliens, cela bien sûr s'ils ont le malheur d'habiter en bordure d'un des sites militaires israéliens, parmi la centaine existante.

J'ai pu entendre le témoignage des mères, des veuves et des femmes de prisonniers politiques palestiniens qui sont illégalement enfermés en territoire israélien. En dehors de la torture et des maltraitements tristement courants pour ce genre de prisonnier, ils doivent aussi endurer l'isolement, car leurs avocats comme leur famille sont retenus à la frontière d'Eretz. Ces mères et ces femmes souvent sans profession, avec leurs enfants à charge dépendent de leur belle-famille et des fonds de solidarité. Malgré l'intervention de la croix rouge plusieurs d'entre elles n'ont plus revu leur mari ni leurs fils depuis plus de 10 ans.

Sachant que la circulation est réduite au compte goutte entre Israël et les territoires occupés de la bande de Gaza et compte tenu de la situation interne, on ne peut s'étonner du taux alarmant du chômage qui frôle les 65% de la population active. Envers et contre tout ce démantèlement social, les femmes s'organisent pour créer des ateliers d'artisanat, de manière à allier l'apprentissage d'un savoir-faire à la réappropriation de leur identité comme de leur autonomie. Les travailleurs s'organisent des réseaux de solidarité pour parer aux besoins de base. Grâce aux divers organismes non gouvernementaux soutenu financièrement par des pays tels que la Hollande, la France, le Danemark.

Les pêcheurs sont soumis à une pseudo législation qui limite leur zone de travail à 3 miles du port ce qui est plus que ridicule. Même sans braver l'interdit ils écotent d'un retrait de permis de pêche et une amende allant jusqu'à 500 dollars, ce qui représente plus que le revenu mensuel d'une famille. Ajouter à cela les dégâts de matériel perpétrés par les gardes côte israéliens durant la nuit ou des maltraitements lors des arrestations arbitraires, des interrogatoires et incarcérations.

Aux agressions militaires s'ajoute cet étranglement psychosocial dans le quel évoluent les Palestiniens. Cette violence tourne en cercle vicieux passant des hommes, destitués de leur rôle de chef de famille, agressant leurs femmes ou leurs sœurs qui agressent à leur tour leurs enfants qui agressent les plus petits. Le centre palestinien pour la santé mentale a su allier le travail psychiatrique au développement d'un relais social. Ils mettent en place des espaces de dialogue entre les membres de la famille, les enseignants comme les médecins des malades consultant le centre ou visités par des travailleurs qui se déplacent sur le terrain.

Les Palestiniens misent sur un équilibre de la terreur faute d'un équilibre de moyens. Je ne suis pas sûre qu'ils y parviennent. Ils luttent pour une indépendance géopolitique plus que légitime. L'arme des bombes suicide est une arme désespérante pour les deux bancs. Il ne faut plus se limiter à condamner ou compatir. Les gouvernements doivent agir sous la pression des consciences. Réveillons nous !

Muriel Gazi